

des communes. J'invite tout particulièrement le chef de l'opposition à prendre position sur les problèmes fiscaux et à nous éclairer sur l'attitude adoptée par lui et ses collègues durant la présente session. Il sera intéressant de voir si, à l'avenir, l'opposition s'en tiendra à la stratégie élaborée par Lamontagne ou à celle de Walter Gordon. Peut-être se contentera-t-elle de la bonne vieille tactique chère au disciple favori de Joey Smallwood.

Je veux traiter certains points du discours du critique financier officiel de l'opposition, le député de Kenora-Rainy-River. Il m'a semblé éprouver un singulier plaisir, je dirais même un malin plaisir, à signaler de prétendus écarts entre les prévisions et la réalité. Certes, les propos qu'il a tenus sont méchants et sarcastiques.

Que l'honorable député me permette de lui rappeler trois choses. D'abord, que les écarts, comme on dit, entre les prévisions et la réalité, que ce soit pour le produit national brut, pour les revenus, pour les dépenses, ou pour le déficit, que ces écarts, dis-je, sont beaucoup moins prononcés qu'ils l'ont souvent été auparavant, qu'ils l'ont été, en vérité, à l'époque où il était adjoint parlementaire au ministre des Finances et où les budgets se faisaient au petit bonheur. En deuxième lieu, il faut se rappeler que quand les chiffres sont énormes, des calculs en pourcentages font apparaître très grandes les marges d'erreur dans les chiffres mêmes. Une erreur de 1 p. 100 dans \$100, c'est un dollar, mais dans 6 milliards, c'est 60 millions.

Enfin, je crois que l'honorable député reconnaîtra volontiers que les prévisions ont été faites dans une conjoncture bien différente de la conjoncture actuelle, et que des écarts équivalents sinon supérieurs ont été constatés à la même époque dans des calculs semblables aux États-Unis et dans d'autres pays de l'hémisphère occidental.

Mon honorable ami se rappellera qu'aux États-Unis comme ici, l'année 1960, la nouvelle décennie, a été accueillie avec un optimisme qui semble maintenant exagéré ou qui était du moins prématuré. Les économistes n'hésitaient pas, pour qualifier les années 60, à recourir aux épithètes les plus ronflantes. Que mon honorable ami lise les périodiques qui traitaient d'affaires et d'économie et qui ont paru à diverses périodes au début de 1960. J'ai sous la main quantité d'extraits divers. Si seulement j'avais le temps de les consigner!

Ils établissent au delà de tout doute que si le ministre des Finances a commis une certaine erreur, il se trouvait dans la meilleure compagnie, soit celle de membres du gouvernement, de professeurs, d'éditorialistes, tant des États-Unis que du Canada et d'ailleurs.

Une réflexion qui tient bien compte des réalités émane de la *Federal Reserve Bank* de New-York. Parue en novembre 1960, cette publication, page 190, passe en revue les événements de l'année:

Durant la majeure partie de l'année, l'économie a été dominée par les efforts d'adaptation des hommes d'affaires et des consommateurs à la retombée des élans inflationnistes et à la dissipation de la psychologie inflationniste. Ces événements rejoignaient l'ampleur générale de la productivité, la disponibilité immédiate de matériaux et de produits finis de toutes sortes et, de façon générale, la stabilité des prix. Cette période plutôt terne d'adaptation s'est continuée tout au long de septembre et d'octobre et peut même se prolonger encore un certain temps.

Avec assez d'exactitude, ce tableau reflète aussi la scène canadienne. En cette période d'adaptation et malgré ces rajustements, n'oublions pas que notre production s'est accrue, que notre produit national brut a atteint un niveau sans précédent de même que le revenu personnel; l'embauche est aussi plus élevée, —quoique accompagnée d'un chômage regrettable,—les ventes au détail ont augmenté et les exportations ont atteint un niveau sans précédent. Par le présent budget, le gouvernement veut aider tous les secteurs de notre collectivité à s'adapter aux conditions nouvelles pour relever le défi que posent les années 60 en nouvelles demandes, en nouveaux produits et en nouveaux marchés, tant au Canada qu'à l'étranger.

On peut faire déjà une constatation très importante. Par suite d'une baisse méthodique, le dollar canadien a atteint sur le marché du change presque la parité avec le dollar américain. Presque tous les Canadiens en seront heureux car cette situation apportera des avantages considérables et immédiats au chapitre de la production et de l'emploi.

Quand mon honorable ami de Kenora-Rainy-River a parlé de déficits, j'ai eu l'impression qu'il attisait la controverse au lieu de s'attaquer au nœud du problème. Il n'a pas soufflé mot de ce que lui ou son ancien guide, le professeur Lamontagne, ou son nouveau mentor, l'héritier présomptif, M. Walter Gordon, auraient fait pour éviter un déficit. Aurait-il augmenté les impôts? Dans le cas de l'affirmative, lesquels? Ou encore, aurait-il réduit certaines dépenses, et dans le cas de l'affirmative, lesquelles? Il ne saurait concilier ces deux façons de procéder. Il ne peut pas tendre vers les deux directions à la fois.

Pourtant, c'est précisément ce que les libéraux ont voulu faire la semaine dernière, d'après le flot de lieux communs qui est sorti de leur réunion. Impôts réduits et dépenses considérablement accrues, tel a été leur thème, leur cri de guerre. Prennent-ils les Canadiens pour des imbéciles? En vertu des